

Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamè, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.cm>

CONTENTIEUX DES SÉNATORIALES

Le Rdpc joue avec le feu à l'Ouest



- Le parti au pouvoir est en ballottage face au SDF à cause d'un candidat à l'identité floue ;
- Verdict du Conseil constitutionnel lundi prochain ;
- Les non-dits du retrait du recours de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès. **Page 9**

Page Conseil ministériel

8 Rien de spécial

Page Accident d'Eséka

5 Le Dg de Camrail devant la barre

FIAC
JJ
-08

PMUC.COM

BANKO

30 MILLIONS

VENDREDI 16 MARS

SOYEZ PRÊTS

À GAGNER !



Le Directeur Général de **SAHAM Cameroun**, compagnie d'assurance, invite les victimes ci-dessous, à bien vouloir se présenter à la Direction sise à 34, rue Dinde Bonanjo. Effet immédiat.

N° DOSSIER	Date Surv	LIEU ACCIDENT	ASSURE	CHAUFFEUR	IMMAT	VICTIMES
						HAPSIKA MAHAMAT HAROUNA OUGA
1113/2013/25494	12/01/2013	LAJA MANKI	DOH WILFRIED MWANGI	NDE FIDELIS	NW 1045 F	MOHAMMADOU FIDICOU
1113/2014/28224	14/11/2014	ENTREE LACEP'IK N°5 NKONGSAMBA-BANGA	ILUYEM JEAN	EDITHAN RICHIE DOMINIQUE	NW 187 AJ	AYANT'S DHOIT KENLIRE JUSTINE VICTIME BLESSEE CH 018252
1113/2012/26111	25/03/2012	COCOTIER BAR DESCENTE TROPICANA	NOUMA ROGER	ENAMA LUC	CH 018252	
1113/2014/28128	08/07/2014	séage FOTA	FINXIS CAM	MARGA AMOUSSOU VICTOR	LT 520 EQ	INDRARDU Jean Paul MOU BRANDON NGUEJA Benjamin MBOGNOU DIFFO Annette Sandra MAYWA Julius Fernin MOHIF Blessing MOKISA MFORMSAM Benjamin OBEN TOMSON NGONO FRANCK Georges SIMFY KAMEGNE KAMWA Dominique TSACHOUNG ROLAND BERTRAND NWAYIM A YOMBO
1113/2012/26114	17/02/2014	EDMIR-MBANGA	DUJIMO FIDEL MODEST	TOUPH PIERRE	LT 1313 M	DICHLONG CHRISTOPHE 03 décollé
1113/2012/26034	07/05/2012	RN N°5 PK 13 AXE MBANGA DOUALA	NGONO MARCELIN	FOUMOU PIERRE	CE 219 BF	DOEGNE GREGOIRE KIBOUN EYO NDOM MARTINE DUCLAIRE
1113/2014/28067	09/04/2014	CARRFOUR HOTEL DE L'AIR	PERFECT SARI ENTREPRISE	YOUSOUFA HOUSSENI	LT 704 DW	MOHAMMADOU MOUTA ISSA SOU EYMANOUI
1117/2012/25881	24/05/2012	NDOKIBOND FACE BILAWI	NALUYA NOURRI EPSE NGOUNOU EMLIA	BOUSSA SAMUEL	SW 146 AM	Ayants droit SABI ADAMOU Ayants droit KAMNANG TIENKE JEAN Jules
1125/2015/400002	22/07/2015	séage MAHOLE	AKOUF ERIC MEXANT	TIEBEU JEAN FELIX	LT 100 BI	
1113/2014/28131	23/07/2014	TANGUE RN N°3 PK 13 AXE NKONGSAMBA-DOUALA	AL KIS FINANCES IGC NDI AIRLINES	LESTUFAK KENFADE Herman	LT 583 BI	TOUAGRE PIERRE LEJUNA VANESSA MBATOUNO Epse NYA Bernadette Déiane TCHOUNOU Marie Sylvain MAMEN OULIDIO CONSTANTIN KATOUNO WIVANE ISA NAGRI ANKOU NSANKEP LUCAS TOUAPHOU JACQUILINE IYA IDISSOU DROUOU NGOUNGANG Herman YEMGA NDOMEST Sylvain
1113/2014/28599	20/05/2014	COL BATE	TATANG FOKENG	ATSOBOP POULON ZAKARI YAHOU	NW 337 AK	KENGNE VOULO Jean MAMACK TMMATO Joseph MTOUSA ESSINGUE FRED SEPAWO EVARICE CHOUSSE DELPHINE SOULOUOU MARIE STEPHANE FUMTHUM KAVGA MATHEU TOUANGMO CLEMENT NIUTSEP ERIC ROMBY JOSEPHINE GODPHRY NGANNA NGUBESSI FERMIN NSOUAMBE GASTON MBOUKI FRANSOIS VICTIME BLESSEE
1113/2015/400143	10/05/2015	AXE SAFANG-REKEM	SOBE LOGA WRE DOW	TSATAK PROSTH	LT 164 AJ	KIMBA EPSE TATO HIRIWA
1113/2013/27731	04/01/2013	SOHIE DE NGONG	AKOU GARRA	BELO MOUSSA	LT 144 A/L/SE 305 AJ	Ayants droit KAL TOUBI GISELE VICTIME BLESSEE L
1113/2013/28057	09/10/2013	RN N°5 PK 15 AXE MBANGA DOUALA	TCHINDA CREPIN	TOHO RAYMOND	NW 204 AB	
1383/2013/25431	14/11/2013	BAROMBE XANG	BLESSINE AKANGATE	CHIMATHEW MRA	SW 253 AE	NDIWE EMMANUEL NTOKO NWARDIM IRINE YOLKAM DENIS TERRE Ayants droit ARNEY REGINA EKUN OLONS JOHN EGBE VICTIME BLESSEE
1113/2013/27491	11/05/2013	SOUMYEBEL-ESOKA	NGO MPEDE SAO ETIENNE	OSIM CHRISTOPHE	CH 3700 Y	03 décollé
1113/2014/28332	11/05/2014	WAKWA PK 15	SAIDOU YAYA	AYADOU BABBA	AE 11 040 AB/ASSH 954 AA	Ayants droit IBRAHIMA BABBA
1113/2014/28439	03/05/2014	AXE EDEA PUMK	MME MILAN EPSE ATANGANA SILVIE DINE	BENGA GERVAH	CE 403 DW	METOYO TOUSSAINT I METTOVI MARIE O NIRE NDA AMATHIANE

Personnes à contacter :

Mlle Linda Chereau PATE : 694 42 91 96 / 696 72 28 80 , M. Bertrand TIHATI: 699 50 55 03

SAHAM Assurance Cameroun - Société Anonyme avec Conseil d'Administration - Entreprise régie par le code des assurances CIMA
Au capital de 4.000.000.000FCFA entièrement libéré.

N°Contribuable M0786000056725 - RCCM Douala N° 001786 Siège Social : 34 rue Dinde Bonanjo
BP 12125 Douala - Cameroun - Tél: (237) 233 50 25 00/01 - Fax: (237) 233 42 47 27

www.sahamassurance.cm

Menace sur le cyclisme camerounais

 Par Jacques Eric Andjick

Le Tour du Cameroun pourrait être supprimé du calendrier de l'Union cycliste internationale (Uci). C'est la conséquence de l'annulation de la course devant débiter le 10 mars dernier, alors que le commissaire international de l'Uci et l'agent du contrôle anti-dopage de cette instance étaient déjà sur place à Yaoundé. Tout comme les cyclistes et encadreurs des équipes en lice. Sans oublier les autorités administratives, les forces de défense et de sécurité, des partenaires et des médias. Ils ont fait le déplacement... pour rien. Puisque le ministère des Sports et de l'Éducation physique (Minsep) a annulé de manière unilatérale l'épreuve à la dernière minute. Preuve, la coordinatrice "Route et Calendrier" de l'Union cycliste internationale, Olivia Jacquet, a regretté, le 11 mars dernier, que le départ de la course n'avait pas été donné la veille. C'est pourquoi l'Union cycliste internationale menace de supprimer Le Tour du Cameroun de son calendrier. Pour ne pas être exclu, le Minsep a récemment proposé l'organisation de la course par étape en fin mai prochain. Si l'Uci adhère, le pays de Lucas Feutsa ne sera pas retiré du calendrier international de cyclisme.

Mais, comme la déléguée de cette instance internationale, Franco Fernandes Isabel Maria, avoue que l'organisation d'une nouvelle épreuve au Cameroun impactera tout le calendrier international, ça reste incertain. Surtout que le calendrier de l'Union cycliste internationale est connu à l'avance. Par exemple, Le Tour de France (Grande Boucle) se déroule chaque mois de juillet ; Le Tour d'Italie (Le Giro) c'est généralement en mai ; Le Tour d'Espagne (La Vuelta) en septembre. Dans la rubrique Africa Tour 2018, Le Tour d'Algérie (à partir du 27 mars), Le Tour du Rwanda (du 5 au 12 août) ou La Tropicale Amissa Bongo du Gabon (en janvier dernier) se déroulent à des dates connues longtemps à l'avance par l'Uci. Il n'y a donc pas d'improvisation. Sous

peine d'impacter le calendrier et de déstabiliser l'organisation internationale. C'est pourquoi, la Fédération camerounaise de cyclisme (Fecacyclisme), qui connaît le fonctionnement, a présenté ses excuses à l'Uci. En attendant, Le Tour du Cameroun 2018 ne figure plus dans le calendrier international. Seul le Grand prix Chantal Biya, à partir du 10 octobre prochain, est mentionné dans l'agenda. C'est le ministère des Sports et de l'Éducation physique qui serait à l'origine de l'annulation du Tour du Cameroun. Il n'aurait pas eu l'argent nécessaire (350 à 400 millions de Fcfa) du ministère des Finances pour l'organisation de l'épreuve. Donc, la raison étant pécuniaire, il n'est pas certain qu'elle convainc. Surtout que toutes les courses cyclistes des pays ne sont pas inscrites au calendrier de l'Union cycliste internationale. Les compétitions qui figurent dans ce calendrier international constituent la fine crème du cyclisme mondial. Donc, l'Uci s'accommode mal de l'amateurisme. Et si Le Tour du Cameroun est retiré de son calendrier, c'est tout le cyclisme camerounais qui serait en péril. Puisque les cyclistes camerounais auraient peu de possibilités de se mesurer à des adversaires étrangers compétitifs. Ce qui pourrait baisser leur compétitivité vis-à-vis des adversaires étrangers. Donc, une exclusion du Tour du Cameroun du calendrier international serait un frein pour le cyclisme qui ne court pas les rues. Toutefois, le Minsep, par la voix du directeur du développement des sports de haut niveau, Léon Godlife Sango, promet une meilleure organisation si l'Uci valide la nouvelle date du 15e Tour cycliste du Cameroun en fin mai prochain. Il aurait toujours huit étapes sur le même parcours et avec les mêmes équipes. Reste à savoir si les équipes du Rwanda et de l'Algérie, déjà présentes à Yaoundé au moment de l'annulation, prendraient à nouveau le risque de se rendre dans la capitale camerounaise.

Mutations

Édité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

Président du conseil d'administration

Protais Ayangma

Directeur de publication a.i

Georges Alain Boyomo

Administration, finances et ressources humaines

Marie Sidonie Boulounou

Audit et contentieux

Adrien Bassang'na Bomba

Rédacteur en chef

Georges Alain Boyomo

Rédacteurs en chef adjoints a.i

Lucien Bodo (Actualité)

Michel Ferdinand (Magazines)

Chroniqueurs

Lucien Ntamag

Dubois Onana

Bibou Nissack

Caricaturiste

Robert Pougoué

RUBRIQUES

Société

Jean De Dieu Bidias

Economie

Lucien Bodo

Éducation

Nadine Guepi

Tech & Web

Marguerite Papan

Culture

Marthe Ndiang

Politique

Ludovic Amara

Sports

Jacques Eric Andjick

Santé/Environnement

Adrienne Engono Moussang

Digital

Pascal Dibamou

Rédaction

Wamba Sop, Paulette Ndong, Ibin Hassan,

Josiane Afom, Désiré Domo, Vanessa Bassale,

Jean-Christophe Ongagna,

Dimitri Mebenga, Mélanie Ambombo, Rosine

Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud Inang,

Guy Martial Tchinda

Relecture

Jules Stéphane Olinga

DESK LITTORAL ET SUD-OUEST

Chef : Michel Ferdinand

Adjoint : Blaise Djouokep

CORRESPONDANTS

Grand Nord : Jacques Kaldaoussa

Ouest/Nord-Ouest : Robert Nkake

Est : Sebastian Chi Elvido

Sud : Guy-Roger Mvondo

Édition/Infographie

Samuel Tcheudjo

Valentin Essimi Tsanga

Service Commercial et Marketing

Chef : Michael Brobst

Chargées de clientèle

Pulcherie Nsia, Philiace Tamko

Lionel Akono, Augustine Nokam

Grâce Olinga

Suzanne Essono Nanga

Service de la comptabilité

Jacques Barnabé Nthep

Albert Mbende

Service Production

Joël Anong

Dieudonné Bitang

Service Distribution

Etienne Temfack

Hervé Ngomenda

Impression

Sopécam

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29

Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>

Siège

Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi

Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

Caric

SENATORIALES : LE RDPC SEUL CONTRE TOUS



Protection civile

Ces catastrophes qui planent sur l'Est

Entre autres désastres, les inondations et les feux de brousse, qui dévastent la production agropastorale et les éboulements sur les sites miniers.



Par Sébastien Chi Elvido

Ce n'est pas un fait du hasard si la région de l'Est a été choisie pour la célébration de la Journée mondiale de la protection civile (Jmpc), le 1er mars dernier. Pendant une semaine, la population, en particulier les élèves et les élus locaux, étaient la cible d'une campagne de sensibilisation organisée par la direction de la protection civile du ministère de l'Administration territoriale. On se rappelle en effet qu'au cours des dernières années, la région du soleil levant a été le théâtre de plusieurs catastrophes naturelles. C'est le cas du débordement du fleuve Doumé, en septembre 2012, qui avait laissé près de 150 personnes sans abri dans cet arrondissement du département du Haut-Nyong. Avec la construction du barrage de retenue d'eau de Lom Pangar, d'une capacité de 6 milliards de m³, la menace des inondations est réelle à l'Est pendant la saison des pluies. En saison sèche, les feux de brousse constituent une réelle source d'inquiétude.

En février 2016, les plantations de plus de 200 cultivateurs avaient été ravagées par le feu pendant une longue sécheresse (du mois de novembre à mars) à Gbakombo, un grand bassin de production agricole situé à environ 10 kilomètres de la ville de Bertoua. En 2017, les résultats de cette catastrophe étaient vite ressentis, à travers la baisse de la production agricole, suivie de la rareté de plusieurs spéculations sur les marchés de l'Est, au premier rang desquelles la banane-plantain. A l'origine de ce sinistre, l'action humaine. «Il y a eu des propriétaires des champs qui, après avoir défriché, ont mis du feu pour bien raser le champ. Ailleurs, c'est la négligence des fumeurs qui jettent les mégots de cigarette», avait affirmé Cathy Laure, l'une des victimes. D'autres pertes liées cette fois à des phénomènes naturels sont constamment enregistrées dans le domaine de l'élevage. «Les animaux n'ont plus rien à manger ; ils sont contraints de migrer vers des forêts où ils mangent des herbes et des fruits toxiques. Le bétail a sérieusement été décimé depuis janvier 2016 à cause de la sécheresse. Nous avons perdu des milliers de têtes de bœufs», regrette Douka Moussa, adjoint au maire de Ngoura et chef de la communauté bororo de Giwa-Yangamo.

Urgences humanitaires

On ne compte plus les éboulements de terrain qui sèment



Haut-Nyong, septembre 2012. Le fleuve Doumé sort de son lit.

la mort dans les zones minières. Le dernier en date a été enregistré le 30 décembre dernier dans le village Ngoe Ngoe, dans l'arrondissement de Ngoura, où neuf personnes avaient été ensevelies dans un trou abandonné par une société chinoise. Par ailleurs, l'Est fait face depuis 2013 à des urgences humanitaires à cause de la crise sociopolitique en République centrafricaine. Selon les statistiques du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (Hcr), la région abrite actuellement près de 150.000 réfugiés ayant fui les violences dans ce pays voisin. Par ailleurs, depuis la construction de la route Ayos-Bonis, des

centaines de morts ont été enregistrés à la suite d'accidents de la circulation.

Pour mieux sensibiliser les populations sur les risques des catastrophes, le thème retenu pour la célébration de la Journée mondiale de la protection civile a tourné autour du thème : «La protection civile et les institutions nationales pour une gestion plus efficace des catastrophes». Objectif, informer et sensibiliser sur la nécessaire implication active des institutions nationales, tant publiques que privées, dans les actions du gouvernement en matière de gestion des risques de catastrophes.

Secours en cas de catastrophe ou de risque majeur



Par Vanessa Bassale

Selon l'article 2 du décret n°98/031 du 09 mars 1998 portant organisation des plans d'urgence et des secours en cas de catastrophe ou de risque majeur et de la typologie des risques au Cameroun, le plan d'urgence est l'ensemble des mesures d'intervention rapide qui doivent être prises pour faire face à des catastrophes ou à des risques majeurs survenant sur l'étendue du territoire. L'article 3 de ce texte dispose : «Le déclenchement du plan d'urgence en cas de catastrophe ou de risque majeur se fait par le préfet au niveau du département, le gouverneur au niveau de la région et le secrétaire général de la présidence de la République au niveau national». La même disposition, dans son alinéa 2, précise que «le plan

d'urgence ne peut être déclenché que lorsque l'autorité compétente est en possession des renseignements sûrs, ne donnant lieu à aucun doute sur la nature et l'ampleur de la catastrophe ou du risque majeur». Tandis que l'alinéa 3 donne des indications sur l'action à diligenter. «L'action de l'autorité compétente comporte la diffusion de l'alerte, l'engagement immédiat des secours d'urgence, l'information des autorités hiérarchiques, la mobilisation des moyens humains, matériels et financiers nécessaires, et la convocation immédiate du comité de crise et l'information du public». Par ailleurs, selon la typologie des risques au Cameroun, «la notion de risque fait référence à des événements auxquels on peut, ou on doit s'attendre, mais dont l'occurrence

et l'intensité sont souvent difficilement prévisibles». Le document prévoit par ailleurs que «l'identification constitue l'étape primordiale de la planification de la réponse à apporter aux situations de crise que peuvent générer ces risques». Cette planification intègre la probabilité de survenue, les régions géographiques à risque, l'impact humain, sanitaire, économique, environnemental, etc. «Les principaux risques auxquels est exposé le Cameroun sont, au niveau climatique, les tornades, les foudres, les vents violents et la sécheresse ; au niveau sanitaire, l'on retrouve les épidémies, dont les maladies à potentiel épidémique et les gripes épidémiques, tandis qu'au niveau des épizooties, l'on retrouve les pestes animales», explique le décret.

Catastrophe d'Eséka

Le directeur général de Camrail auditionné

Jean Pierre Morel insiste sur la nécessité d'une expertise internationale indépendante pour déterminer les causes du drame du 21 octobre 2016.

 Par Florentin Ndatewouo

On est loin d'avoir tourné la page de l'accident ferroviaire survenu le 21 octobre 2016 à Eséka. Mercredi dernier, le directeur général de Camrail, Jean Pierre Morel, son prédécesseur, Didier Vandebon, le conducteur du train 152 et les 12 autres prévenus cités dans le cadre de cette affaire ont été entendus au cours d'une audience marquant le début des auditions des accusés. Dans son intervention, Jean Pierre Morel a sollicité une nouvelle expertise au sujet de l'enquête interne sur l'accident. «Camrail souligne la nécessité d'une expertise internationale indépendante qui permettrait de mieux comprendre comment ce drame est arrivé alors même qu'aucune anomalie n'a été détectée dans la circulation de ce train depuis Yaoundé avant cet événement», a plaidé Jean Pierre Morel.

Pour qui les équipes de Camrail s'étaient non seulement assurées au préalable que le train répondait aux exigences en matière de sécurité avant le départ, mais aussi, elles les ont renforcées en s'appuyant notamment sur «l'expérience du groupe Bolloré en matière de gestion et d'exploitation des réseaux ferroviaires en Afrique (Côte d'Ivoire, Niger, Bénin et Burkina Faso)». En outre, le volet formation ne semble pas lui avoir échappé. «La sélection, la formation, la certification et le contrôle continu des agents font l'objet d'une rigueur optimale».

Le directeur général de Camrail a tenu à rappeler l'apport



Jean Pierre Morel. Le Dg de Camrail.

économique de son entreprise au mois de décembre 2017. Jean Pierre Morel dit employer 1650 salariés. De plus, les activités que mènent cette entreprise ferroviaire favorisent, selon lui, «le développement des communautés riveraines du rail, soit environ 160 villages, à travers des appuis et des dons, mais aussi la réalisation d'œuvres sociales comme la construction de forages et l'aménagement des écoles».

Sinistre

Le lamidat de Kaélé léché par les flammes

 Par Jacques Kaldaoussa

La chefferie de premier degré de Kaélé a été cauterisée par les flammes dans la matinée du 13 mars dernier. Selon les témoins, le feu qui serait parti de l'arrière du palais a surpris les notables massés plutôt à l'entrée. Les flammes ont complètement consumé les deux principaux salons royaux destinés aux palabres et aux réceptions, ainsi que d'autres pans du palais. Face à la fureur du feu propulsé par un léger vent par ces temps de canicule dans la région de l'Extrême-Nord, c'est tout le palais royal qui est parti en fumée. «C'était comme un feu mystérieux qui s'est vite propagé sur la concession royale. On ne pouvait rien faire parce que le feu était déjà gigantesque. Nos tentatives de verser de l'eau et du sable se sont avérées vaines. La triste vérité c'est qu'il n'y a aucune unité de sapeurs-pompiers dans la ville», a regretté Taybé Séraphin, un riverain.

On ne déplore aucune perte en vie humaine. Et en attendant de faire une évaluation exhaustive des dégâts, certains spéculent sur un court-circuit qui serait à l'origine de ce sinistre, tandis que d'autres parlent d'une cause mystique. Le lamidat de Kaélé est une vieille chefferie de premier degré créée à l'époque coloniale. L'actuel lamido, Sa Majesté Hamadou Dezoumbo Abubakar, l'occupe depuis la mort de son père El Hadj Abubakar Wabi, le 29 janvier 2016 à l'âge de 85 ans. Il aura régné sans partage pendant 31 ans.

La cathédrale de la foi

Les fidèles prient pour Dieunedort Kamdem

Malgré l'absence de l'homme de Dieu et l'avis de recherche lancé récemment contre lui, les paroisses qu'il a créées continuent de faire foule.

 Par Claude Olivier Banaken (stagiaire)

Malgré le mauvais vent qui secoue leur communauté chrétienne, les fidèles des paroisses La cathédrale du pasteur Dieunedort Kamdem gardent la foi. Avec sérénité, beaucoup continuent de fréquenter ces lieux de culte et adhèrent encore aux activités qui y sont menées. Un tour dans la soirée du mercredi 7 mars dernier, près du lieu-dit Carrefour Ceper, au quartier Elig-Essonno. Dans ce temple ayant appartenu à l'archidiocèse de Yaoundé et racheté par le «Général de Dieu», le programme prévoit une séance de prière et de délivrance. Plus de 300 personnes sont venues assister à cette activité. A l'intérieur, de nombreux fidèles demeurent debout pour cause d'insuffisance de places assises. Le décor de la salle et le code vestimentaire (rouge et noir) du jour témoignent à suffisance qu'il s'agit d'une soirée de «sang et de feu», comme nous le confie un fidèle. C'est aux alentours de 20h que le pasteur El Cami Makosso, un autre «général» de Dieu, va faire son entrée. Escorté d'hôtes et de gardes-du-corps («les commandos»), le prédicateur prend place à l'autel.

Devant un parterre d'adeptes pour la plupart constitués de jeunes en quête de miracles, ce pasteur de nationalité ivoi-



Paroisse La Cathédrale de la foi omnisports. Un jour de prière et de délivrance.

rienne met son public en confiance en dévoilant quelques «visions» qu'il aurait eues dans son sommeil. Pour mieux relaxer les fidèles, le «général» El Cami Makosso les fait danser, crier, planer... dans une ambiance pleine d'émotion. Au cours de sa prédication, «Papa», comme l'ont surnommé les fidèles, a longuement prié pour la résolution des problèmes du révérend Dieunedort Kamdem, pasteur

fondateur de leur église, «victime d'un complot». De concert avec les chrétiens, ces derniers ont demandé au Seigneur de «punir sévèrement tous ceux qui s'élèvent contre son serviteur». Pour Béranger, un fidèle, les problèmes que rencontre leur pasteur ne devraient en aucun cas empiéter sur les activités de l'église. Qu'il soit là où pas, l'œuvre doit continuer. «Je ne viens pas ici pour Dieunedort Kamdem, mais parce que je cherche Dieu», nous confie le jeune homme, la vingtaine dépassée. Qui ajoute : «toutefois, le Seigneur ne le laissera pas tomber».

En l'absence du principal berger de cette communauté de foi, l'intérim est assuré par des représentants préalablement nommés par Dieunedort Kamdem qui séjourne depuis juillet 2017 entre le Canada et la Côte d'Ivoire. Dans

le dernier pays, il serait aux trousseaux de ses bourreaux, de nationalité ivoirienne. «Ce matin [jeudi 8 mars dernier, Ndlr], le révérend Kamdem m'a dit que certains de ces comploteurs croupissent déjà en prison», nous confie ce dernier. En attendant, un avis de recherche a été émis au Cameroun contre l'homme de Dieu.

Mondial Russie 2018

Camair-Co associée à la vente des billets

Le contrat signé entre la compagnie nationale aérienne camerounaise et une agence spécialisée en la matière couvre l'Afrique centrale.



Par Michel Ferdinand

La Cameroon Airlines Corporation (Camair-Co) assurera la commercialisation des billets d'accès aux différents stades devant abriter les matches de la Coupe du monde de football prévue dès juin prochain en Russie. La nouvelle a été portée à la connaissance des hommes et femmes de média hier 15 mars 2018 à Douala, au cours d'une conférence de presse donnée conjointement par le directeur général de Camair-Co, Ernest Dikoum, et la délégation de « Mondial Tours » (agence spécialisée en événementiel), conduite par son président directeur général (Pdg), Mariama Diallo Sir.

Une approche qui montre sans doute que Camair-Co devient crédible. Surtout que pour la première fois, la Fédération internationale de football association (Fifa), organisatrice de la Coupe du monde football, a ouvert cette possibilité à l'Afrique. Dans le cadre de son programme hospitalité, l'instance faitière du football mondial a ainsi passé un contrat avec « Match Hospitality », qui à son tour a mandaté « Mondial Tours », partenaire de Camair-Co pour l'occasion. En plus d'organiser des « charters », il s'agira aussi pour Camair-Co de vendre des billets d'accès au stade sur l'ensemble des pays de l'Afrique centrale, en y greffant d'autres commodités liées par exemple à l'hébergement et même à la restauration d'avant et après-match. « Tous les bureaux Camair-Co au niveau de l'Afrique centrale seront des plateformes de vente, ainsi que les agences de voyage. Il suffit juste de s'y présenter. Nous aurons un système lié à la centrale de réservation. Cette action permet de



Des responsables de Camair-Co et Mondial Tours lors de la conférence de presse.

positionner et de relever l'image du Cameroun à l'international », explique le Dg de Camair-Co, Ernest Dikoum. La compagnie aérienne a donc une exclusivité sous-régionale, avec la possibilité d'élargir ses « charters » à la délégation du Sénégal au Mondial russe. « Le nouveau modèle en vigueur, c'est d'intégrer le tourisme et les vacances au football. Il faut que nous inventions ensemble des mécanismes appropriés pour que la Can 2019 qui se déroulera au Cameroun s'approche des normes internationales », plaide le Pdg de Mondial Tours.

Les services offerts varient d'un package à l'autre, avec des prix spécifiques. « C'est une expérience qu'on doit réussir pour qu'elle se poursuive. Le football est devenu une industrie », encourage Joseph Antoine Bell, ex-lion indomptable.

Conseil national de la consommation

A la découverte d'un organe de médiation

Une nouvelle présidente a été nommée le 14 mars dernier à la faveur d'un décret du Premier ministre.



Par Arnaud Kuipo

La communauté internationale a célébré hier 15 mars, la journée mondiale des droits des consommateurs. A la veille de cet événement, Jacqueline Nkoa née Alima Beyala était nommée présidente du Conseil national de la Consommation, par un décret du Premier ministre. Cette ancienne cadre du ministère du Commerce prend la tête d'un Conseil orphelin de son ex-président, Constantin Abena Beyala, décédé. Pour certains, « le maçon sera jugé au pied du mur ». C'est ce que pense notamment Simon Kaldjob président de la Fédération des Associations des Consommateurs des Produits et Services des Télécommunications et Tics (Factics). « Nous pensons qu'avec le dynamisme de la femme, les choses vont aller un peu plus vite », souligne pour sa part Rolande Ngo Issi, présidente nationale du Mouvement national des Consommateurs ; par ailleurs membre dudit Conseil.

Cette nomination fait suite notamment au décret n° 2016/0003/PM du 13 janvier 2016 du Premier ministre, portant organisation et fonctionnement de cet « organe consultatif ». En effet, d'après ce texte, quatre missions sont assignées à ce Conseil. Ce sont, entre autres, « de promouvoir l'échange de points de vues entre les pouvoirs pu-

blics, les organisations de protection des intérêts collectifs des consommateurs et les organisations patronales ; et d'émettre des avis sur tous les projets de texte à caractère législatif et réglementaire susceptibles d'avoir une incidence sur la consommation de biens et services ou sur la protection du consommateur ».

Simon Kaldjob place des espoirs en Jacqueline Nkoa et son équipe, dans un contexte relatif au coût de la vie qui est de plus en plus cher ; associé selon lui, à la rareté des produits de grande consommation comme le poisson maquereau. De plus, le président de la Factics réclame la mise effective sur pied des comités de recours dans les arrondissements ; non sans préciser que ceci est déjà validé à la Primature. Il précise que ces comités doivent gérer les litiges entre le consommateur final et les fournisseurs des biens et services.

D'après le décret suscité, cette instance se réunit en session ordinaire « deux (2) fois par an, sur convocation de son président ». En outre, le texte du Premier ministre souligne que le président et ses membres, issus de diverses institutions dont des organisations de défense des droits des consommateurs, sont désignés pour un mandat de trois ans renouvelables une fois.

Port de Kribi

Le Port autonome de Kribi (Pak), société d'Etat en charge de la gestion du port en eau profonde de Kribi, vient de lancer un appel à manifestation d'intérêt, en vue de la pré-qualification des entreprises désireuses d'exploiter le terminal polyvalent du port en eau profonde de Kribi. Il s'agit de la relance d'un processus qui avait déjà connu son épilogue en août 2015, avec l'attribution de la concession de ce terminal au groupe formé par les sociétés Necotrans et Kribi Ports Multi Operators (KPMO), un consortium constitué par des entreprises camerounaises. Mais alors qu'on attendait la signature de la convention de concession, le logisticien français Necotrans s'est trouvé dans l'incapacité d'honorer ses engagements dans le cadre de cette concession, à cause des difficultés financières. Sa défaillance a été officiellement constatée en janvier dernier par la partie camerounaise.

Riziculture

Selon le directeur général de la Société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagoua (Semry), entreprise publique localisée dans la région de l'Extrême-Nord, environ 4000 hectares supplémentaires sont désormais disponibles pour la production du riz. Cette superficie a été entièrement réhabilitée dans le cadre du Plan d'urgence de lutte contre les inondations (Pulci), implémenté dans la région de l'Extrême-Nord du pays par le gouvernement camerounais, avec le concours financier de la Banque mondiale. Les réalisations du Pulci intègrent non seulement la construction des ouvrages tels que les digues de protection, mais aussi des équipements d'irrigation dans des périmètres rizicoles.

Enseignement supérieur

Près de 3000 candidats au recrutement

Les listes ont été examinées au sein du Minesup en vue de proposer entre autres des critères de sélection.

Par Nadine Guepi

Étudiante en droit public, Rachida Aïssatou, doit arriver à 6h du matin au campus de l'Université de Yaoundé II-Soa. Elle est matinale, non pas du fait du début du cours qui est prévu à 11h, mais parce qu'elle espère trouver une place assise. « Nous sommes plus de 1 500 », argue-elle. Autant de peines pour rien. L'enseignant ne viendra finalement pas. « Cet enseignant est généralement absent. Le délégué nous explique habituellement qu'il est très occupé », regrette-t-elle.

Une situation qui pourrait être tout au moins régulée. Suite à une instruction du président de la République le 22 février dernier portant recrutement spécial dans les universités d'Etat, une réunion s'est tenue le 13 mars au sein du ministère de l'Enseignement supérieur (Minesup). Les listes d'enseignants soumises par les institutions universitaires ont été examinées en vue de la proposition des critères de sélection. Ils sont plus de 3.000 candidats. Une séance de travail qui précède la concertation interministérielle recommandée par le secrétariat général à la présidence. Elle concerne le Minesup, les ministères de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Minfopra) et des Finances (Minfi). Ces prochaines assises visent à « déterminer les



Des étudiants. Dans l'attente.

conditions, les modalités pratiques de ce processus. Propositions concrètes y afférentes (nombre de postes ouverts, critères de sélection, spécialités retenues) », indique la correspondance du secrétaire général de la présidence de la République adressée au secrétaire général des services du Premier ministre le 22 février. Si le nombre de candidats proposés est validé, cela ne pourra toujours pas combler le ratio qui est de 60 étudiants pour un enseignant.

Les huit universités d'Etat du Cameroun comptent près de 500.000 étudiants pour 4.578 enseignants. Des encadreurs qui dispensent également des cours dans les grandes écoles logées dans ces universités, les annexes de ces institutions et les près de 236 institutions privées d'enseignement supérieur (Ipes) reconnues au Cameroun. Sans compter les départs à la retraite et les décès enregistrés

au sein du corps professoral. « Généralement, pour ces derniers cas (décès et départs à la retraite Ndlr), les chefs d'institutions universitaires saisissent la hiérarchie pour des remplacements numériques qui ne sont pas toujours automatiques », déplore un enseignant. Les assistants des enseignants qui s'occupent également de la formation ne combleront non plus le gap.

La correspondance du secrétariat général à la présidence indique que les propositions faites au cours de la réunion interministérielle « devront être soumises à la présidence de la République ». L'enclenchement du recrutement des enseignants d'universités intervient suite à la note du collectif « Revaloriser l'école par l'emploi des titulaires de doctorat Ph.D de l'Université de Yaoundé I ».

Université de Douala

Brouille entre le doyen de la faculté des lettres et le vice-recteur

Robert Kpwang et René Joly Assako Assako sont en désaccord au sujet des soutenances de master professionnel en gestion des ressources humaines.

Par Nadine Guepi

Des correspondances incendiaires s'invitent à nouveau au sein des institutions universitaires. Après la missive du recteur de l'Université de Yaoundé II-Soa adressée au doyen de la faculté des sciences juridiques et politiques au sujet de l'annulation d'une thèse de doctorat professionnel et de la qualification par le recteur de ce diplôme comme n'ayant « aucun fondement juridique », c'est au tour des responsables de l'Université de Douala de faire parler d'eux. Dans une lettre signée du 14 mars dernier, le doyen de la faculté des lettres et sciences humaines (Flsh), Robert Kpwang, écrit au vice-recteur chargé des enseignements, de la professionnalisation et du développement des Tic (Vrepdtic), René Joly Assako Assako, au sujet de la « Programmation des jurys de soutenance des mémoires de master professionnel en gestion des ressources humaines (Grh) ». Il indique alors : « J'accuse réception de votre correspondance relative à votre objet cité en marge. Mais, je ne puis vous donner satisfaction car, le traitement de tous les dossiers, sans exclusive, se poursuivra à la Flsh comme initialement prévu ». Le doyen souligne par ailleurs que sa décision fait suite à une séance de travail qu'il a eue quelques jours plus tôt avec le recteur de l'Université de Douala, François Xavier Etoa. Réunion qui a permis de montrer « le caractère inique et infondé de vos (M. Assako Assako Ndlr) allégations. Il a été par ailleurs constaté que votre comportement indigne a terni l'image de notre au-



Une vue de l'Université de Douala.

guste institution car, fortement entaché par l'irresponsabilité, la manipulation de la hiérarchie, le vice de procédure, la fabrication et la manipulation vicieuse... », poursuit-il, avant de préciser que c'est sur instruction du patron de l'institution universitaire qu'il s'abstient de le traduire en justice. Tout débute le 09 mars dernier lorsque le recteur de l'Université de Douala saisit le doyen de la Flsh à qui il demande d'organiser « toutes affaires cessantes, toutes les soutenances des mémoires du master professionnel Grh, sans aucune condition ». Dans la correspondance, il indique par ailleurs que « tous les étudiants des filières professionnelles de la Flsh ayant payé, en plus des droits universitaires réglementaires, des frais de soutenance », à se faire enregistrer auprès du Vrepdtic, pour engagement de la procédure de remboursement ». Un plus des droits universitaires qui seraient évalués à 150 000 Fcfa payés

par une trentaine d'étudiants de Grh. L'interpellation du recteur à son endroit aurait été montée de toute pièce, selon M. Kpwang, par le vice-recteur. Sentiment qui fait l'objet d'une autre correspondance de quatre pages cette fois, adressée personnellement au vice-recteur. Le doyen en profite pour relater des faits qui, selon lui, démontrent les « persécutions » qu'il a subies à cause de M. Assako Assako depuis le début de sa carrière.

MUTATIONS annonce sa présence à la FIAC avec des prix promotionnels

Espaces	Prix	Promotionnels
1/4 page		50.000 FCFA
1/2 page		100.000 FCFA
1 page entière		200.000 FCFA
Publi-rédactionnel		250.000 FCFA
Encartage		50 FCFA
Prix du journal sur le site du Fiac		250 FCFA

NB : nous mettons à votre disposition des journalistes pour assurer le rédactionnel de vos différents messages dans le but de promouvoir la visibilité de votre entreprise et services.

Conseil ministériel

Comme un air de réchauffé

Hier au palais de l'Unité, la « communication spéciale » du chef de l'Etat n'a rien apporté de nouveau.



Par Jean-Christophe Ongagna

Le conseil ministériel tenu hier au palais de l'Unité avait point inscrit à l'ordre du jour : une « communication spéciale » du chef de l'Etat. Paul Biya va à cette occasion, s'adresser au gouvernement Yang IV issu du réaménagement ministériel du 02 mars dernier. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que l'adresse présidentielle a été avare en annonce. En dépit des défis et enjeux qui interpellent la nation, Paul Biya va plutôt mettre les « nouveaux promus » et « ceux qui ont été reconduits », chacun face à ses responsabilités. Ceci, en leur exhortant à se mettre au travail avec « ardeur, afin que [nous] puissions, ensemble, relever les nombreux défis auxquels notre pays doit faire face ». Le nouveau gouvernement devra donc s'appesantir sur l'économie, la gestion du territoire et la décentralisation, sans oublier l'organisation des différentes élections prévues cette année et les préparatifs de la Coupe d'Afrique des nations (Can) que le Cameroun accueille en 2019. Comme un remake du conseil ministériel de 2015, Paul Biya s'est contenté de faire un état de la situation politique, sociale, économique et sécuritaire.

Sur le plan économique, l'amélioration des conditions de vie des populations et la lutte contre le chômage doivent demeurer au cœur des priorités du gouvernement. « Il est impératif de poursuivre la mise en œuvre harmonieuse du programme conclu avec le Fmi (Fonds monétaire international, Ndlr). Il est également urgent de finaliser la mise en œuvre des grands projets structurants, du Plan d'urgence pour l'accélération de la croissance et du Plan spécial jeunes », va signifier Paul Biya



Le conseil ministériel, hier au palais de l'Unité.

qui se félicite de l'entrée en service du port de Kribi et du second pont sur le Wouri. Et invite le gouvernement à une « utilisation rationnelle des ressources publiques, la réduction du train de vie de l'Etat et la lutte contre la corruption ».

La gestion du territoire qui comprend désormais l'administration territoriale d'une part et la décentralisation et le développement local d'autre part constituent un autre aspect du travail gouvernemental. Les nouveaux responsables de ces ministères devront notamment faire des « propositions détaillées et un chronogramme relatifs à l'accélération du processus de décentralisation en cours » au chef de l'Etat, et veiller à rétablir la situation sécuritaire délétère qui dans

le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, appelle à « un retour à la normale des activités économiques et sociales ». Sur l'organisation des élections, des dispositions nécessaires devront être prises pour « qu'elles se tiennent dans les conditions optimales de sérénité et de sécurité ».

Le sport n'est pas en reste. Paul Biya qui se félicite des efforts fournis jusqu'ici dans le cadre des préparatifs Can 2019, « exhorte les différentes administrations concernées à intensifier ces efforts, pour que le Cameroun puisse célébrer, le moment venu, avec l'Afrique et le monde, une grande et belle fête du football ». Comme en 2015, le chef de l'Etat appelle donc à « faire mieux ».

Emmanuel Agbor Ashu

Le président de la réforme

Le candidat du Reform Party a fait sa déclaration officielle de candidat à la présidentielle 2018 le 01er mars dernier à Douala.



Par Tatiana Ngnombouowo

C'est en présence des médias lors d'une conférence de presse que Emmanuel Agbor Ashu a déclaré le 01er mars dernier, sa candidature à la présidentielle 2018. Originaire du village Ewelé dans l'arrondissement de la Manyu, cet avocat au barreau du Cameroun se présente comme le défenseur des sans voix, puisqu'il intervient très souvent dans les problèmes de ce pays à l'exemple des émeutes de 2008. Avocat de formation, spécialiste en droit criminel et formateur en droit Ohada (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires) - dont le stage d'un an et la phase de restitution en tant que formateur lui a valu son élimination au scrutin de 2004 -, ce dernier pense que tout potentiel candidat à cette élection doit pouvoir maîtriser la base du droit constitutionnel.

Une raison qui le poussera à appliquer à la lettre les lois de ce pays, si jamais son parti - le « Reform Party » créé en 1996 - accédait au pouvoir. « Nous présenterons un organigramme alternatif de décentralisation. Le nombre de ministères sera réduit de 70 à 09 ministères », fait savoir

le candidat. Cet ancien membre fondateur des premiers mouvements anglophones et de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp) de 1985 à 1990, a de nombreuses ambitions qu'il promet de mettre sur pied le moment venu. Et ce, dans divers domaines. Des innovations sont également prévues dans l'agriculture, l'énergie, l'économie, la sécurité, l'éducation et même dans l'administration. « Nous allons apporter la résolution aux problèmes qui minent [notre] pays comme la corruption, le détournement des fonds publics ; ceci, en créant une banque centrale qui sera la banque de l'Etat pour lutter contre le chômage qui va grandissant », explique le président national du « Reform Party ».

Malgré le fait qu'il ne remplisse pas les dispositions de l'article 121 de la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, le cinquantenaire ne compte pas abandonner en si bon chemin en l'absence d'élus au sein de son parti. « Lors des dernières élections législatives, nous n'avons pas participé de peur d'être piégé à la fin. Mais nous avons déjà des solutions que nous ne dévoilerons pas maintenant », ras-



sure-t-il. L'avocat au barreau du Cameroun qui entend se présenter ainsi à l'élection présidentielle, compte mettre à profit la présence des militants de son parti sur l'ensemble du triangle national, afin de faire entendre sa voix.



Contentieux préélectoral

Les « sages » rendent leurs décisions

Quatre rejets, une radiation et un renvoi ont été prononcés hier par le Conseil constitutionnel.

Par Ludovic Amara

La salle des huis clos du Palais des congrès avait quelque chose de majestueux et de solennelle hier. Et cela n'était pas seulement dû au tapis rouge vif ou aux dix lustres qui tombent du haut plafond ; mais davantage au piquet d'honneur formés d'une dizaine de jeunes gendarmes, aux toges et aux perruques des onze membres du Conseil constitutionnel, qui tenaient en ces lieux, la première audience de l'institution. Annoncé pour 11h, l'audience va débuter avec une quarantaine de minutes de retard en présence des médias, des partis politiques concernés par le contentieux dont le secrétaire général adjoint du comité central (Sga/cc) du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), Grégoire Owona, et des membres de Elections Cameroon (Elecam). Une cinquantaine de personnes à vue de nez. La première requête est celle introduite par la sénatrice sortante, Saki Lamine, qui a saisi la juridiction pour se



plaindre du fait que son parti, le Rdpc, ne l'ai pas retenue pour les sénatoriales 2018. Recours rejeté au motif que « le conseil n'est pas compétent pour connaître des investitures dans les partis politiques ». La même décision sera rendue dans l'affaire Ahmadou Ahidjo contre Rdpc. Malgré un long bagou - qui a souvent provoqué les rires de l'assistance - contre la candidate Isabelle Tokpanou du Rdpc à l'Est, le recours de Zacharie Mgbamine Mgbamine sera rejeté pour

« défaut de qualité du plaignant ». C'est la requête du Social Democratic Front (SDF) contre le Rdpc à l'Ouest, qui va provoquer les premiers véritables débats. Les cinq avocats mobilisés par le SDF vont s'employer à démontrer qu'un candidat Rdpc « au nom protéiforme » dans la région de l'Ouest n'existe pas. Grégoire Owona fait des allers et venues le téléphone scotché à l'oreille, visiblement pour s'informer de la conduite à tenir. Elecam se défend avec peine. Les échanges vont durer près de deux heures. Le SDF qui sent qu'il tient le bon bout, va pousser son avantage en faisant « muter la requête ». Le président du Conseil constitutionnel, Clément Atangana, recadre puis, met l'affaire en délié pour la fin de l'audience.

Le Rdpc sur des charbons ardents

Le parti au pouvoir est accroché par son éternel adversaire qui veut disqualifier sa liste dans la région de l'Ouest.

Par Ludovic Amara

Teingnidetio Joseph, Teingnidetio Jean ou Teingni Detio Jean ? Le septième nom sur la liste du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) dans la région de l'Ouest, ne met pas d'accord le Social Democratic Front (SDF) et le parti au pouvoir. Le candidat SDF Paul Tchatchouang en est convaincu ; il s'agit « d'une personne fictive et inexistante [...] un personnage imaginaire et frauduleux [...] inséré dans la liste du Rdpc à la dernière minute pour éviter la disqualification ». Depuis le 07 mars dernier et la publication des listes des candidats, le septième nom de la liste Rdpc de l'Ouest a été changé trois fois par Elections Cameroon (Elecam). Un argument suffisant pour que le plaignant pointe des violations des articles 164 et 165 du code électoral relatifs à l'identité des candidats.



Le Rdpc à travers le secrétaire général adjoint du comité central (Sga/cc), Grégoire Owona, reconnaît qu'il ne s'agit pas de « Joseph » mais de « Jean » et explique qu'un « certificat d'individualité » déposé par le préfet des Bamboutous (département d'origine du candidat), fait partie du dossier dudit candidat qui a été reçu par Elecam le 22 février dernier. Problème : pourquoi fournir une pièce justificative alors même qu'aucun recours n'avait encore été déposé contre la

liste ? La requête est en effet introduite par le SDF le 08 mars dernier, après la publication des listes. Un cadre de ce parti d'opposition développe : « Le Rdpc n'avait que des noms, pas des dossiers de candidats. Et Teingni Detio Jean vient remplacer un certain « Fossi » qui était dans la liste de départ du parti. C'est un ministre qui a introduit ce nom, mais Elecam l'a mal orthographié en l'absence de dossier. Sinon comment comprenez-vous qu'un dossier de candidature comporte au moins cinq documents avec le nom du candidat, mais que le nom de ce candidat ne parvient pas être orthographié correctement ? ». Pour le SDF, il s'agit en fait du chef supérieur du groupement Bamesingué dans les Bamboutos. Ni Elecam, ni le Rdpc n'ont été en mesure de fournir le dossier de candidature du candidat. Un haut responsable du Rdpc explique qu'en fait, « pratiquement toutes les listes Rdpc ont des soucis. Le SDF à l'Ouest a juste été plus vigilant ». Après un renvoi pour délibéré à la fin de l'audience, le président du Conseil a fini par renvoyer l'affaire au 19 mars prochain avec obligation au candidat de se présenter.

Le dilemme Pierre Flambeau Ngayap

Le secrétaire général de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp), a vu son recours retiré.

Par Ludovic Amara

Pierre Flambeau Ngayap a visiblement fui la colère et l'incompréhension des militants de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp), présents au Palais des congrès de Yaoundé hier.



« Où est Ngayap ? Il ne prend plus le téléphone », constate dépitée, une militante vêtue à la façon sahéenne. « Qu'il vienne nous expliquer », fulmine un autre ; « il ne faut pas que l'on nous traite comme des moutons », averti un autre. Ce groupe de sept militants ne comprend pas ce qu'il vient de se passer dans la salle des huis clos. Quelques minutes plus tôt, le président du Conseil constitutionnel, Clément Atangana, a appelé l'affaire Undp contre Rdpc (Rassemblement démocratique du peuple camerounais), dans l'Adamaoua. Mais avant, le secrétaire général (Sg) du parti, Pierre Flambeau Ngayap, qui avait introduit un recours en annulation de la liste Rdpc pour faux acte de naissance d'une candidate Rdpc, va quitter la salle. Le président du Conseil constate l'absence des parties et prononce une radiation au rôle. Ce coup de théâtre déplaît fortement aux militants Undp qui fulminent : « le président (Bello Bouba Maïgari, Ndlr) nous a trahi. Lui et le Sg ont passé un deal avec le Rdpc. Nous ne laisserons pas passer cela. On les attend à la présidentielle », regrettent-ils. Mais Pierre Flambeau Ngayap est introuvable et semble com-

prendre encore moins ce qui vient de se passer. Un membre du bureau politique contacté explique que Bello Bouba Maïgari a demandé que la requête ne soit plus défendue, mais son Sg n'en sera informé qu'en pleine audience.

Il reviendra néanmoins à la reprise de l'audience une trentaine de minutes plus tard lorsque le Conseil ajourne les débats. Mais disparaîtra de nouveau tout juste après. Dans le hall du palais, le Sg du parti sera retrouvé pianotant sur son téléphone. « Je ne peux pas vous parler maintenant. J'ai rendez-vous avec le président du Sénat », proteste-t-il en se dirigeant vers les ascenseurs qui mènent au Cabinet du président de la Chambre haute. Fringant dans un costume gris foncé taillé près, et souriant en début d'audience, celui qui est par ailleurs sénateur nommé de l'Undp pour le Littoral a quelque peu perdu de son enthousiasme. Près de vingt minutes plus tard, la silhouette de l'homme émerge de l'ascenseur. Un sourire un peu crispé force les traits de son visage, lorsqu'il décline de nouveau les sollicitations des journalistes qui le pressent d'expliquer une volte-face de son parti. « Je n'ai rien à dire », lâche tout simplement l'homme politique qui s'est d'abord présenté comme « l'ami des journalistes ». Puis, il saute dans sa Toyota « VX » noire pour sortir du Palais des congrès.

Dialogue national

Lettre ouverte au président de la République du Cameroun



Par Joseph Marie Eloundou*

Monsieur le président de la République,

Le Comité National de Lutte contre l'Inertie (CONALI) est une organisation de la Société Civile, créée en janvier 2004, s'inspirant de votre adresse à la nation du 31 décembre 2003.

Vous déclarez alors, pour le fustiger, que le plus grand mal de notre pays c'est l'inertie. Nous nous sommes donnés depuis lors, conformément aux lois et règlements de la République portant sur la liberté d'association, la mission de combattre l'inertie sous toutes ses formes. Nous avons alors créé le CONALI.

Nous souhaitons que la présente contribution soit perçue comme une alerte citoyenne face à la situation conflictuelle qui se déroule dans les régions du Nord Ouest et du Sud Ouest de notre pays et s'apparente désormais à une véritable tragédie. Dans un environnement politique où les acteurs semblent privilégier les convoitises pour le pouvoir suprême et, à défaut, les positions intermédiaires de pouvoir, il nous semble utile de tirer la sonnette d'alarme afin de susciter une prise de conscience des acteurs institutionnels et politiques, afin éventuellement, de ramener à la lucidité, des esprits embrumés par des préoccupations individualistes. Cette lettre s'adresse certes à vous mais également à tous ceux qui voudraient, comme vous en ce moment, tenir les rênes du destin du Cameroun. Elle s'adresse en réalité à toute la classe politique camerounaise.

Quel Cameroun voulez-vous gouverner ?

Pour peu que l'on se penche sur l'environnement sociopolitique du Cameroun de ces cinq dernières années, en se souciant de sa bonne marche, l'on ne peut s'empêcher de poser la question de savoir à quoi vont aboutir ces multiples crises ? Ou encore cela va encore durer combien de temps ? Comment entendez-vous gouverner un pays en plein délitement, écartelé entre le terrorisme sévissant dans sa partie septentrionale, les violences et la rébellion sécessionnistes et séparatistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest ? L'insécurité croissante dans la région de l'Est, sans oublier le tribalisme en recrudescence, la corruption et la pauvreté ambiantes ?

Nous disposons pourtant d'arguments objectifs susceptibles de nous aider dans la réflexion et de nous donner de bonnes raisons de reconsidérer la voie à suivre dans le règlement de ce conflit. En effet, face à l'ennemi extérieur Boko Haram, le peuple camerounais, du Nord au Sud de l'Est à l'Ouest, avait marqué son attachement à la République et avait apporté un soutien total et inébranlable à son armée dans un élan de solidarité agissante. Par contre, depuis novembre 2016, une crise sociopolitique aigue traverse le pays et oppose désormais les forces de sécurité nationale à des rebelles qui demandent la sécession et ici, le soutien aux forces de défense par les populations n'est pas total. En effet, les camerounais sont divisés. Cette situation insoutenable ne saurait continuer à perdurer. Le Cameroun vit une situation politique et sécuritaire précaire, qui se détériore chaque jour davantage.

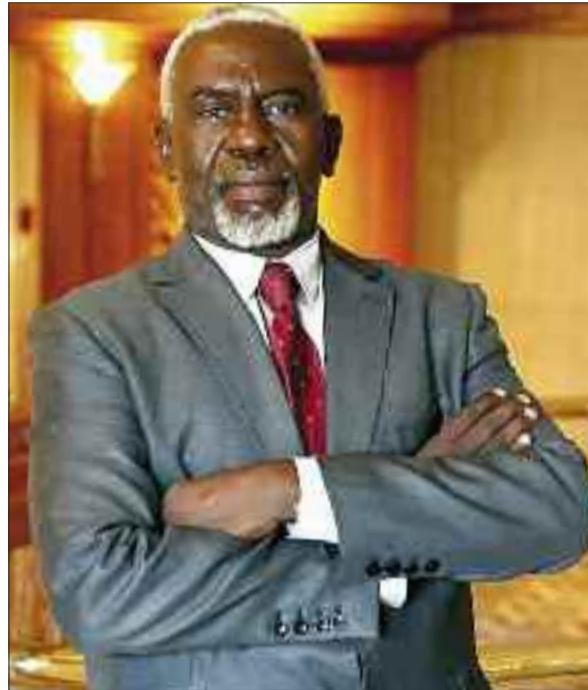
L'on se souvient que le prétexte des revendications corporatistes et estudiantines a ouvert la porte à des revendications populaires contre le mode de gouvernance actuel jugé fortement centralisé, producteur de marginalisation et redistribuant peu équitablement les richesses nationales. Le débat est donc ouvert, sous la forme d'un conflit sur la forme de l'Etat, entre les tenants du statu quo ante, c'est-à-dire l'Etat centralisé unitaire, les fédéralistes et les régionalistes ; les sécessionnistes étant la figure extrême de ces revendications.

Le sang coule au Cameroun. Nous ne pouvons plus rester indifférents, c'est la raison pour laquelle nous vous interpellons : cette situation doit être décaillée.

En date du 7 février 2018, vous avez convoqué le corps électoral en vue de l'organisation d'élections sénatoriales, les deuxièmes du genre depuis la mise en œuvre du processus de démocratisation de notre pays.

Permettez-nous de marquer notre étonnement, face à une décision qui semble manifestement dédaigner des revendications sur fond de violences des populations de ces deux régions sœurs du Cameroun.

L'acte consistant à appeler le corps électoral en ce moment



n'est pas exempt de suspicion : un corps électoral en fin de mandat constitué de conseillers municipaux frileux, fragiles et exposés à la corruption. Un corps électoral unijambiste amputé des conseillers régionaux. Se dévoilent également au grand jour tous les pièges introduits dans la loi fondamentale de 1996 modifiée en 2008 (art 67 al5-6 nouveau). Tout indique que vous avez choisi le statu quo ante en surfant sur les failles juridiques de notre Constitution. On ne peut plus se permettre un tel jeu. Nous devons revoir cette Constitution et cela relève de votre responsabilité. Nous notons particulièrement la nécessité de concéder une véritable autonomie économique aux régions par la mise sur pied de Conseils régionaux, ce serait à notre avis une réponse concrète à la question de la nouvelle gouvernance du pays.

Savez-vous, Monsieur le président de la République, que les régions du Nord Ouest et du Sud Ouest sont complètement sinistrées sur les plans social, économique, politique et sécuritaire ? Savez-vous, Monsieur le président de la République, que les camerounais se haïssent au point qu'ils se donnent mutuellement la mort, s'égorgeant froidement et le revendiquant fièrement ? Que des dizaines de milliers de camerounais sont réfugiés au Nigéria ?

Vous a-t-on dit, Monsieur le président de la République, que sur les réseaux sociaux que vous affectionnez, les camerounais sont divisés et que la notion de patriotisme a perdu tout son sens ?

Savez-vous, Monsieur le président, que la situation économique de « vos compatriotes » s'est dégradée au point que de nombreuses familles éprouvent du mal à se nourrir une fois par jour ?

Nous devons concentrer nos efforts financiers pour le développement du pays et non la guerre. La création d'une nouvelle région militaire par exemple, si elle se justifie sur le plan sécuritaire, constitue un nouveau gouffre pour les finances publiques en cette période de disette, caractérisée par le retour du Cameroun devant les institutions de Breton Woods.

Le 02 mars 2016, vous avez procédé à un remaniement ministériel, nous éprouvons du mal à en décrypter le sens profond. Non seulement la plupart des hommes nommés ou maintenus n'ont fait preuve d'efficacité ni dans leurs missions quotidiennes, ni dans le cadre de la résolution de la crise anglophone. Par ailleurs, un département ministériel s'est ajouté, à un moment où il serait peut-être conseillé de réduire le nombre de ministères. Le problème ne réside pas dans ces jongleries. Ce énième remaniement s'apparente à une réponse cosmétique apportée à un problème extrêmement profond.

Nous pensons sincèrement que vous n'êtes pas suffisamment informé. C'est bien la raison pour laquelle nous nous servons des médias afin de prendre à témoin l'opinion. Notre interpellation est un véritable cri en faveur de la paix dans notre pays. Il n'y aura pas de démocratie ni prospérité dans un environnement de stress national. Votre vœu pourtant que l'histoire retienne de vous que vous avez fait du Cameroun un pays prospère et démocratique. « *Nous sommes des men-*

dants de la paix ».

La paix ! Voilà justement le cœur de notre préoccupation. Au regard de notre expérience de terrain depuis de longues années, nous ne sommes pas surpris du caractère délétère de la situation sociopolitique et économique qui prévaut au Cameroun. Elle pourrait même s'envenimer davantage si des actions prenant en compte la problématique de fond ne sont pas engagées. Cette problématique, c'est le mode de gouvernance du pays, incapable désormais de satisfaire la majorité des populations. Les jérémiades et récriminations des anglophones peuvent en réalité être dupliquées dans l'ensemble des dix régions du Cameroun.

Ce ne sont pourtant pas des solutions institutionnelles qui auront fait défaut. La création d'une Commission en charge de la promotion du bilinguisme et le multiculturalisme, la traduction des textes en Anglais, le recrutement d'enseignants bilingues, la création d'une section du Common Law à l'Enam, sont quelques unes des mesures fortes marquant votre volonté à satisfaire, en vain, les desiratas des compatriotes d'expression anglaise. Sans compter la multitude de postes qui leurs sont attribués depuis un moment, ce qui pourrait donner des idées à d'autres régions dont les ressortissants penseraient à raison que pour obtenir les faveurs du régime il faut se révolter. Nous devons changer de paradigme de gouvernance car le mécanisme d'équilibre régional, tel que conçu au départ est désormais obsolète et ne peut plus satisfaire les multiples sollicitations à partir d'un modèle central. Il y a un besoin d'une assise nationale pour redéfinir le mode de distribution des ressources de la nation et la régionalisation telle que constitutionnalisée est l'un de ces instruments.

Notre solution : une Tripartite 2

En 1990, le Cameroun entre dans son processus de démocratisation. En 1991, le pays est en ébullition et le fonctionnement des institutions menacé par une campagne de désobéissance civile violente. L'opposition exigeait la tenue d'une conférence nationale souveraine à laquelle le pouvoir s'opposait. Pour déverrouiller la crise sociopolitique de l'époque, il fut initié et mis en œuvre un cadre de dialogue et de concertation sous l'appellation Tripartite. La faiblesse de cette action pourtant salutaire est qu'elle ne s'était pas donné les moyens de sa survie en instaurant un suivi évaluation tous les cinq ans par exemple.

Il est loisible de constater que la non application des recommandations de la tripartite est en grande partie responsable de la crise actuelle. En effet, la Constitution de 1996 a été non seulement modifiée, faisant tomber le verrou de la limitation des mandats, mais également, certaines dispositions véritablement salvatrices pour la bonne marche du pays ont été soit biaisées dans leur application, c'est le cas des régions qui ont été décrétées par le chef de l'Etat alors que la Constitution prévoit des élections régionales et la mise en place de Conseils régionaux, soit mis en berne 22 ans durant ; c'est le cas du Conseil Constitutionnel, ou encore tout simplement jamais appliquées, cas de la Haute Cour de Justice. Citons aussi l'article 66 concernant la déclaration des biens jamais appliqué.

Nous aurions par exemple proposé s'il nous était donné de le faire, Monsieur le président, qu'avant le Sénat, soient enfin mises en place, tel que prévu par la constitution, les Collectivités Territoriales Décentralisées à savoir les mairies et les conseils régionaux. Que les Présidents de Régions soient élus afin que la légitimité du peuple s'exprime dans le sens du gouvernement local. C'est là une attitude consensuelle.

Au stade actuel, pour ramener la sérénité et restaurer un esprit de fraternité dans notre pays, il y a un besoin réel que les forces vives du pays s'asseyent, se regardent « *dans les yeux* », afin de reconfigurer le logiciel de notre vivre ensemble. Du sang de camerounais a été versé, du fait d'autres camerounais. Le tribalisme et la haine, fortement installés, consolident leurs racines.

En poursuivant dans la voie actuelle, en faisant comme si rien ne s'était passé, vous aurez choisi l'embourbement et l'inertie, notre adversaire commun.

Très haute considération.

***PRÉSIDENT DU COMITÉ NATIONAL DE LUTTE CONTRE L'INERTIE (CONALI)**

A l'affiche

Le conte se déporte à Yaoundé

La quatrième édition du Festival international du conte du Cameroun « Minkana » s'ouvre demain à Yaoundé.

 Par Vanessa Bassale

Elle est loin l'époque où, autour d'un feu, les enfants, assis en cercle, écoutaient les contes que leur racontaient les grands parents. Ces derniers, avec de belles tournures langagières, réussissaient à remplir de joies et parfois de frayeur le cœur des tout-petits. La fraîcheur de la nuit et le cri des hiboux et autres animaux nocturnes ajoutaient à l'histoire une bonne dose de suspense. C'est donc cette atmosphère que les organisateurs du Festival international du conte du Cameroun « Minkana » veulent recréer dans la ville de Yaoundé. Pour cela, ils donnent rendez-vous à tous les amateurs de contes, à l'esplanade de l'espace Belibi. « La soirée-conte débutera à 20h pour s'achever à l'aube. Les conteurs venus de différents pays raconteront des histoires durant toute la nuit », confie Arthur Angong Ze, promoteur du festival. Ce sera une occasion inédite pour les personnes qui, nées dans les métropoles, n'ont pas eu la chance de profiter de ces moments au clair de lune. Rendu à sa 4e édition, cet événement culturel qui s'ouvrira demain à l'Institut français du Cameroun (Ifc) de Yaoundé



Des enfants autour un conteur.

aura pour principale mission de vulgariser l'art oratoire qu'est le conte, en prenant soin de ne pas l'enfermer dans la "traditionnalité". Pour cela, une série d'activités qui s'étalent sur une semaine sera organisée autour du conte. Par exemple, ce samedi, une animation est prévue à la médiathèque de l'Ifc. Pour l'occasion, c'est Larissa Manfo qui

enfilera le costume de conteur. Quelques heures plus tard, dans la salle de spectacle du même institut, Andzen Etaba, le joueur de mvvet, et Wakeu Fogain, le comédien, auront la charge de divertir des spectateurs qui sont de plus en plus nombreux.

Mais, le festival international du conte du Cameroun Minkana, ce n'est pas que le divertissement. Une table ronde placée sur le thème : « Au-delà du conte, le vivre ensemble », permettra aux uns et aux autres de découvrir comment le conte peut contribuer à résoudre des conflits sociopolitiques dans notre pays. Dans la peau des panelistes, l'on aura Francois Bingono Bingono, Jules Ferry Moussoki, Marthe-Cecile Micca, etc. En somme, c'est un week-end bien chargé qui attend les habitants de la capitale politique.

Si pour une raison ou pour une autre vous ne pouvez pas prendre part à cette série d'activités, nul besoin de vous tourner les pouces à la maison. Pour les amateurs de cinéma, le film « The Gift » sera projeté demain soir dans la salle Sita Bella.

X-Maleya

Le trio qui a le vent en poupe

Le célèbre groupe de musique présente son nouvel album ce soir à Douala.

 Par Vanessa Bassale

Is sont le visage même de la persévérance. Roger, Auguste et Hais. Trois jeunes hommes partis de rien pour se hisser au sommet de la musique camerounaise et africaine. Après leur titre « Bouge » qui les a révélés au grand public en 2006, le groupe X-Maleya a enchaîné les succès. De « Mon ex » à « Mon mariage », en passant par « Yelele », « Tchokolo » et « Hola me », ce trio a fait danser le Cameroun tout entier. La quasi-totalité de ses titres a connu un franc succès. Cette fois, c'est avec l'album « Cardio » que ce groupe veut faire battre le cœur de ses fans. Un disque de 13 titres dans lequel on note de nombreuses collaborations, avec des artistes du moment. Parmi lesquels Blanche Bailly, Minks, et Bracket. La présentation du nouveau « bébé » de X-Maleya qui, récemment a fêté ses 10 ans de carrière, pourrait se transformer en un mini-concert. Il n'est pas exclu que le trio qui, en 2013 a remporté le prix de meilleur artiste africain lors du concours Trace Urban Music Awards, revisite son riche répertoire pour le bonheur des mélomanes. Lesquels lui sont fidèles dans les bons et les mauvais moments. Tout au long de sa carrière, ce trio n'a pas toujours été au sommet comme plusieurs pourraient le penser. Bon nombre de ses premières chansons sont passées inaperçues. Une situation qui n'a pas réussi à décourager les artistes en herbe qu'ils étaient à l'époque. Plus récemment encore, une rumeur qui a fait le tour de la toile annonçait leur division. Certains sont même allés jusqu'à annoncer la sortie du pre-



mier album solo de Roger.

Ce nouvel album sonne donc comme une réponse à tous leurs détracteurs. Une preuve que les artistes ont acquis de la maturité, laquelle se manifeste tant sur le plan personnel que musical. Car, qu'on les apprécie ou pas, tout le monde s'accorde à dire que le groupe X-Maleya a fait souffler un vent nouveau sur la musique camerounaise et sur le makossa en particulier. La diversité de leurs rythmes et

de leurs origines fait d'eux des exemples du vivre ensemble. Deux d'entre eux (Roger et Auguste) sont camerounais, tandis que Haïssama (Hais pour les intimes) est métis - père américain et mère franco-camerounaise. De plus, l'absence d'obscénités dans leurs chansons et vidéogrammes a contribué à accroître leur notoriété auprès des publics jeunes et adultes. C'est donc à un public conquis que le groupe X-Maleya donne rendez-vous ce soir à Douala.



COMMUNIQUÉ

MTN n'envisage pas de quitter le Cameroun

Des spéculations de la presse prêtent au Groupe MTN l'intention de se désengager de certains pays dont le Cameroun. La Direction Générale de MTN Cameroon tient à rassurer son aimable clientèle et ses partenaires, que MTN continue d'attacher une grande importance à ses activités au Cameroun et n'envisage pas de quitter le pays.

Le Cameroun est et a toujours été un pays important pour MTN. Depuis 18 ans, nous investissons massivement pour accroître l'accès des Camerounais aux services de communication, tout en contribuant au développement des télécommunications à travers le pays. Nous sommes fiers de participer activement à la vie socio-économique du Cameroun, ainsi qu'au bien-être des populations, à travers notre activité quotidienne qui accompagne la croissance des PME locales et emploie indirectement près de 200.000 jeunes.

MTN est au Cameroun pour durer. Nous travaillons pour garder la confiance du Gouvernement et des Camerounais. Chaque jour, notre priorité est de fournir aux Camerounais une excellente qualité de service ainsi que des solutions innovantes et accessibles répondant à leurs besoins quotidiens de communication.

Nous continuons de travailler pour avoir avec le Gouvernement des relations positives et constructives qui nous permettent de répondre efficacement aux exigences réglementaires et aux attentes de l'Etat.

La Direction Générale de MTN Cameroon exprime sa gratitude à son aimable clientèle et à ses partenaires pour leur fidélité.

Fait à Douala, le 14 mars 2018

Le Directeur Général

SAIM YAKSAN

everywhere you go

Nobert Wasso

Le festival de Limbe va célébrer les 60 ans de Victoria

Le président de la commission communication et publicité explique les innovations de cet événement.



Par Blaise Djoukep

Quelle est la symbolique du Festival artistique et culturel (Festac) de Limbe qui en est à sa 5e édition ?

Le Festac de Limbe est une fête qui rassemble toutes les tribus et communautés vivant à Limbe. Pendant huit jours, du 07 au 14 avril, chacun viendra exhiber sa culture et son art. C'est pour promouvoir la vraie identité de Limbe, qui est une ville cosmopolite depuis 1858, date de sa création. Depuis cinq ans, nous avons décidé de rassembler toutes les populations de cette ville pour célébrer ensemble la culture. Donc, le festival des arts et de la culture (Festac) de Limbe est différent de tous les autres festivals célébrés à travers le pays. C'est un festival qui est riche de sa diversité, à travers tous les peuples qui y participent. Ce n'est pas réservé uniquement aux ressortissants de Limbe. Ce festival prône le vivre ensemble.

Quelle est la particularité de cette 5e édition ?

Cette édition coïncide avec la célébration du 160e anniversaire de la ville de Limbe, autrefois appelée Victoria. Donc, c'est deux événements en un. Au cours de ce festival, il y aura des activités qui entreront dans le cadre de la célébration de cet anniversaire de Limbe. Il n'y aura pas l'élection Miss Festac, mais



plutôt Miss Limbe, afin de magnifier les 160 ans. De plus, il y aura un monument qui va célébrer cet anniversaire et

diverses autres activités.

Quelles sont les mesures prises pour assurer la sécurité des festivaliers ?

Depuis l'édition de l'année dernière, la situation sécuritaire est tendue. Mais, nous avons réussi à assurer la sécurité de tous. La commission de sécurité est parrainée par le préfet du département du Fako. Des mesures spéciales seront prises pour sécuriser tout le monde. Les activités commencent vers 14h et s'achèvent dans la nuit par des concerts de musique.

Quelles sont les activités qui vont meubler ce festival ?

Il y aura une exposition des œuvres d'art, des danses traditionnelles, des courses de pirogues pour hommes et femmes, un carnaval et une parade en tenue traditionnelle tous les soirs. Les ressortissants des autres pays sont également de la partie. Ici, résident des Béninois, des Togolais, des Ghanéens, etc. qui présentent leurs cultures tous les ans avec nous. C'est pourquoi, nous avons reconduit le thème de la précédente édition qui est : «*Diversité culturelle et intégration nationale*». Et le slogan est «*joignons nous pour célébrer l'amitié et le vivre ensemble*».

Nécrologie

Pierre De Moussy en route pour l'éternité

La levée de corps de l'auteur du titre à succès « Ndolo l'amour » se déroulera ce jour à 10 h à l'hôpital militaire de Douala.



Par Renaud Inang

Pierre De Moussy entame son dernier voyage ce vendredi, 16 mars 2018. La levée de corps de l'auteur des titres à succès « Ndolo l'amour », « Radio trottoir » aura lieu à l'hôpital militaire de Douala à Bonanjo. Après la morgue, la dépouille va d'abord prendre la direction de la résidence du défunt, sise à Bonaberi au quartier Dikolo, précisément au lieu-dit Centre équestre. Le cortège va ensuite se déporter dans l'après-midi au domicile familial sis au quartier Camp Yabassi, dans l'arrondissement de Douala 1er, avant de rejoindre l'esplanade du collège Alfred Saker à Deido en soirée, où est prévue la veillée funèbre.

Un concert artistique est également annoncé pour rendre hommage à l'artiste qui sera inhumé demain samedi au cimetière du Bois des singes à Douala. Selon le président du comité d'organisation, Dina Bell, le spectacle va durer toute la nuit. Même s'il n'a pas voulu déclinier l'identité des artistes appelés à se produire sur la scène, Dina Bell assure tout de même que l'opportunité sera offerte

à tous les artistes qui voudront chanter de le faire. « Je ne peux pas vous dire qui va prêter, qui ne va pas le faire, puisque je ne sais pas encore qui va venir. Ceux qui viendront seront libres de prêter. Il y en a qui vont interpréter Pierre De Moussy et ceux qui reprendront leurs propres titres », pense l'auteur de « Sophie ». Né le 19 octobre 1953 à Douala, Moussi Pierre, de son véritable nom, est décédé le 26 janvier 2018 au Centre hospitalier universitaire de Genève en Suisse. Sa dépouille est arrivée au Cameroun le 6 mars dernier. Auteur d'une douzaine d'albums, Pierre De Moussy a su marquer de son empreinte l'univers du makossa au Cameroun. Durant sa carrière musicale, l'artiste a procuré du bonheur aux mélomanes, avec des mélodies qui continuent de les bercer. « Moussy était quelqu'un de très cool. Un peu blagueur, mais très renfermé. Il avait un certain feeling qui plaisait, des paroles et des mélodies qui accrochaient », témoigne Aladji Touré.



Football

Un match pour le reboisement

La rencontre qui s'est disputée le 10 mars dernier à Mbalmayo s'est soldée par la victoire de Comfoot sur l'Enef.



Par Guy Martial Tchinda, de retour de Mbalmayo

Les élèves de l'Ecole nationale des eaux et forêts (Enef) sont passés à côté de la victoire. Le match qui les a opposés dimanche dernier à Comfoot (une association des patrons de presse) s'est soldé par un score de 3-2 en faveur de Comfoot. La partie qui avait pour théâtre le stade de l'Enef de Mbalmayo a débuté à 9h52, après le coup d'envoi donné par Ursule Tsala Belibi, présidente-fondatrice de l'association Eco loisir. Même si le début a été timide, le match a très vite gagné en intensité après la première frappe non concrétisée de Comfoot. La pression se renforce après l'ouverture du score par l'équipe des patrons de presse 15 mn après le début de la rencontre. Chez les supporters de l'Enef, assis sur des troncs d'arbres (gradins de circonstance) avec, pour certains, un verre de vin de palme à la main, l'ambiance est toute autre. Ils grondent et crient pour fustiger les frappes cadrées de leurs joueurs qui manquent de rigueur et n'aboutissent à rien. Une attitude qui porte ses fruits 17 minutes plus tard. Car, suite à une passe décisive du latéral gauche, l'attaquant de l'Enef égalise. Et c'est sur ce score de parité que les deux protagonistes regagnent les vestiaires. A la reprise, les capitaines des deux équipes procèdent à plusieurs remplacements et modifient leur dispositif tactique. Les offensives se multiplient. Malgré leur taille légè-



rement plus petite (pour plusieurs des joueurs de l'Enef), chacun marque son adversaire et ne se laisse pas influencer par ceux que les supporters appellent « les vieux ». Deux autres buts sont marqués respectivement par Comfoot et Enf. A 10 mn de la fin du match, alors que les supporters spéculent sur d'éventuels tirs aux buts, un attaquant de Comfoot marque l'ultime but de la rencontre, synonyme de la victoire à l'équipe des patrons de presse. Un plant a été remis à cette équipe en guise de trophée. Il convient de rappeler que cette rencontre se situe dans le cadre d'une série d'activités qu'organisent l'Ecole nationale des eaux et forêts de Mbalmayo et l'association Eco loisirs, en prélude à la Journée internationale des forêts qui aura lieu le 21 mars prochain. Par ailleurs, des dizaines d'arbres ont été plantés au parc Kiryakides de Yaoundé au lendemain de cette rencontre.

Réactions

Michael Elouti, capitaine de l'Enef
On ne s'est pas préparé

Nous sommes vraiment satisfaits du match et on aimerait avoir ce type de rencontre prochainement pour s'émouvoir. C'est vrai qu'on a perdu, mais on sait qu'on a tout donné et dans un match, il y a toujours un gagnant et un perdant. Aujourd'hui, nous sommes les perdants, mais on est fair-play. C'est vrai qu'on ne s'est pas préparé parce que nous sommes à l'école de formation. Prochainement, on va mieux se préparer pour bien affronter l'adversaire. On s'est bien amusé, le football est un jeu.

Maurice Mvogue, capitaine de Comfoot
Le reboisement doit continuer

Déjà quand nous arrivons, la verdure, l'accueil chaleureux et l'ambiance nous impressionnent. Nous avons fait un match de fraternité et nous sommes contents, car c'est nous qui avons gagné. Notre astuce ce sont les entraînements tous les samedis. J'ai 50 ans, si à cet âge je peux encore jouer 90 mn, alors, je ne peux que remercier le bon Dieu. Le plant qu'on m'a remis en guise de trophée est très symbolique. J'irai le planter. Le reboisement doit continuer.



Classement Fifa

Les Lions ne bougent pas d'une patte



Par Marthe Ndiang

C'est une volte-face. Pourtant, des dispositions ont été prises quelques jours avant, question d'organiser et d'assurer une couverture optimale de la visite du Premier ministre (Pm), Philemon Yang, hier mardi à Douala. Notamment, le partage d'informations et du programme détaillé de cette visite des chantiers de la Coupe d'Afrique des nations (Can) qu'organiserait le Cameroun en 2019 par le chef du gouvernement. De plus, une heure et un point de départ ont également été donnés aux hommes et femmes des médias conviés au départ, afin de ne rien rater de cette visite d'évaluation des chantiers de la capitale économique. Finalement, les médias, précisément ceux à capitaux privés, ne seront pas de la partie. Il est presque 22h lundi (la veille de la visite) lorsque ces derniers sont informés de ce que « les médias ne sont plus conviés. Bien vouloir vaquer à vos occupations », apprend-on. Une décision suivie à la lettre par les agents de sécurité. Puisque hier matin, les reporters téméraires, une fois sur place, se sont vu opposer une fin de non-recevoir. « Je suis arrivé au stade de Japoma avant l'arrivée de la délégation du Pm. Les agents de sécurité et les policiers en civil étaient déjà là. Ils m'ont dit : 'vraiment, on ne veut pas de pro-



Une sélection des Lions indomptables.

blèmes'. On nous a dit que les médias ne sont pas conviés. S'il te plaît, pars», nous rapporte un confrère d'un quotidien à capitaux privés. Ce dernier a été éconduit à l'entrée du complexe sportif de Japoma. Une autre consœur n'aura accès au stade de Mbape Lépé que grâce à une connaissance. Après la ville de Garoua la semaine dernière, c'était au tour de Douala d'accueillir la visite d'évaluation des chantiers par le chef du gouvernement. Philemon Yang est venu se faire une idée claire du déroulement et, surtout, de l'évolution des travaux dans les différents chan-

tiers de la ville de Douala.

D'après le programme de cette visite d'évaluation parvenu à notre rédaction, le chef du gouvernement devait visiter six chantiers. A savoir : le stade de Japoma et ses terrains annexes, le stade de la Réunification de Bepanda et son terrain annexe, les terrains d'entraînements de Bonamoussadi et de Mbappe Lépé. Des infrastructures hospitalières telles que l'Hôpital général de Douala, ainsi que l'aéroport international de Douala, étaient également au programme de la visite du Premier ministre. Avec à la clé, une réunion de restitution à la fin de cette visite d'évaluation des chantiers de la Can Total 2019. Cependant, difficile de restituer l'état d'avancement des travaux dans l'un ou l'autre chantier visité par Philemon Yang. Toutefois, les hommes de médias pourraient avoir l'accès libre sur les sites des chantiers de la prochaine dans un futur proche. «Le Premier ministre n'ayant pas voulu la presse aujourd'hui lors de sa visite, il tient à ce que les chantiers soient ouverts à la presse. Une descente avec la presse sera organisée par le ministre des Sports dans les prochains jours», affirme une source.

Mtn Elite one

L'aigle doit voler au dessus de Yafoot

Le club de la Menoua, actuellement dernier au classement, est attendu par la recrue ce dimanche à Odza.

 Par Désiré Domo

8e journée du championnat national très attendue par l'Aigle Royal de la Menoua. Le club de l'Ouest, actuellement dernier au classement général de la Mtn Elite one, est en déplacement dimanche prochain à Yaoundé. La lanterne rouge, mal en point depuis le début de la saison, est toujours à la recherche d'une première victoire. Son nouvel entraîneur, Birwe Minkreo, sera-t-il porteur de cette chance ? Impossible de l'affirmer avec ce duel. Le technicien camerounais désigné mercredi a sans doute pour mission de permettre à l'oiseau de la Menoua d'occuper une place honorable dans le classement général. Une équation qui sera certainement difficile. Car, même Yafoot n'est pas à l'abri du besoin depuis son accession en Elite one. Les deux prochains protagonistes seront dans une bataille de positionnement. En ceci que, si Yaoundé vole mieux (comme quoi une victoire sur Yafoot à Yaoundé), les deux équipes vont totaliser le même nombre de points. Et donc, le classement sera chamboulé. Surtout que les deux équipes sortent d'une victoire dimanche dernier.



Aigle Royal. Toujours en quête d'une victoire.

Comme au bas du classement, le podium pourrait subir des modifications au soir du dimanche. Surtout en faveur de Coton Sport de Garoua. Le club du septentrion qui hérite actuellement d'une bonne position (4e avec 12 points), reçoit l'avant-dernier New Stars de Douala, dans l'ancre du stade privé de cette formation. Après une sortie réussie dimanche dernier à domicile (1-0) devant Yong Sport Academy de Bamenda, les Cotonculteurs envisagent une deuxième victoire d'affilée. Surtout que le club le plus titré du Cameroun vient de s'engager avec le coach Bertin Ebwele. L'ancien entraîneur et adjoint des sélections natio-

nales pourra-t-il réussir son baptême du feu ce dimanche ? Affaire à suivre.

Toutefois, les deux rencontres ne seront pas les seules à meubler cette 8e journée. Le Centre technique de la Caf va accueillir le duel Eding Sport de la Lekie - As Fortuna de Mfou. Une rencontre qui s'annonce également palpitante pour les frères du Centre qui sortent d'une journée (7e)/moins productive. Surtout les fauves de Mfou, battus sur leur pelouse par Yafoot.

Toutes les affiches de la 8e journée

Stade privé de Coton sport de Garoua

• 15H00 : Coton - Newstars

Centenary St Adium Limbe

• 16H00 : Bamboutos - Dragon

Stade municipal de Bafang

• 15H30 : Unisport - Union

Stade municipal de Loum

• 15H30 : Ums - Feutcheu

Stade Omnisports de Molyko

• 15H30 : Astres - Fovu

Stade Militaire de Yaoundé

• 16H00 : Apejes - Stade renard

Stade d'Odza

• 13H30 : Yafoot - Aigle

• 15H30 : Colombe - Yong sport

Stade de Mbankomo

• 15H30 : Eding sport- As fortuna

Mtn Elite two

Pwd de Bamenda leader

Le club occupe provisoirement la tête du classement, suite à sa victoire 2-1 sur National Polytechnic mardi dernier lors de la 4e journée.

 Par Renaud Inang

Quatre matchs, quatre victoires. C'est le bilan de Pwd de Bamenda depuis le début du championnat. Le club s'est jusqu'ici imposé devant ses différents adversaires. Après leur victoire 1-0 devant Racing de Bafoussam, lors de la troisième journée, les poulains de Jean Baptiste Toguem ont battu National Polytechnic 2-1, mardi dernier. Un résultat qui permet à cette équipe de la région du Nord-Ouest de prendre provisoirement la tête du classement avec 12 points. Pwd est désormais suivi de Canon de Yaoundé. Le club de la capitale, pourtant leader avec 9 points après trois journées, a fait match nul (1-1) face à Lion blessé de Foutouni et occupe désormais la



deuxième place au classement, avec 10 points. La quatrième journée a souri au Tonnerre Kalara club (Tkc). Le club s'est imposé 2-1 face à Avion du Nkam. Cette

Résultats des rencontres de la 4e journée

- Lion blessé 1-1 Canon
- Tkc 2-1 Avion
- Ngaoundéré U 0-1 As Matelots
- National 1- 2 Pwd
- Racing 1-1 Bang Bullet
- Renaissance 1- 0 Panthère
- Dynamo 0 - 1 Cosmos
- Exempte : As Etoa-meki

victoire permet au Tkc de rebondir dans le classement avec 5 points. Au cours de cette quatrième journée, Renaissance a eu raison de Panthère du Ndé 1-0. Le club de la région du Centre totalise désormais 7 points dans cette compétition. Les autres rencontres ont connu la victoire d'As Matelots, exempte lors de la troisième journée 1-0 face à Ngaoundéré University. Le club de la région du Littoral est également dans la course au trophée avec 4 points en deux sorties.

Bang Bullet quant à lui marque le pas. Après le nul 0-0 face à Ngaoundéré University lors de la troisième journée, le club de Nkambé dans le Nord-Ouest a concédé un second nul 1-1 devant Racing. L'équipe totalise désormais 5 points en trois sorties. Dynamo est également tombée 0-1 devant Cosmos hier mercredi. La quatrième journée s'achève ainsi avec cinq victoires, deux nuls pour 13 buts inscrits. La cinquième journée est annoncée pour samedi prochain.

**NAVIGUER SUR
INTERNET EST
MAINTENANT UNE
OBLIGATION POUR
LES CHERCHEURS
D'EMPLOI.**

INSCRIVEZ-VOUS
GRATUITEMENT SUR
LA PLATE-FORME.

**INSÉREZ VOTRE CV
ACTUALISÉ**

POSTULEZ EN LIGNE
**AUX OFFRES D'EMPLOI
DISPONIBLES PRÈS OU
LOIN DE CHEZ VOUSSUR
WWW.ICUBEFARM.COM**

Contact:     
info@icubefarm.com

 **iCUBEFARM.com**
THE PAN-AFRICAN PROFESSIONAL NETWORK